



RÉUSSIR LE 1ER MAI POUR NE PAS PAYER LA CRISE

Jeudi 30 avril 2009

La journée du 1er mai aura cette année un côté exceptionnel car toutes les organisations syndicales appellent à la même manifestation, à la même heure. C'est la première fois ! Jamais, elles n'avaient réussi à s'entendre pour défiler ensemble. Il a fallu que la crise actuelle fasse des ravages avec les annonces de fermetures d'usines, la multiplication des plans de licenciements, la montée rapide du chômage (+ 230 000 officiels depuis le début de l'année, + 22,1 % sur les 12 derniers mois) pour que nationalement les syndicats décident de faire une action commune.

Cette journée de manifestation est la suite logique (bien que tardive) des grosses mobilisations des 29 janvier et 19 mars. Il s'agit de dire qu'il n'est pas question que les salariés payent les effets de la crise, pour dire non aux licenciements, non aux fermetures d'usines, non aux salaires bloqués. Pendant des années, les patrons et les actionnaires ont engrangé des bénéfices (beaucoup en font encore) alors ils ont largement les moyens d'assurer le maintien de tous les emplois.

Des centaines de milliards ont été distribués aux banques pour venir à leur rescousse, que ce soit en Europe ou en Amérique. Ces milliards étaient censés éviter la catastrophe financière. C'est chose faite et maintenant, le patronat s'en prend à l'ensemble des salariés. Mais il y a comme un effet d'aubaine. La crise sert aujourd'hui de prétexte pour licencier. Tous les secteurs sont touchés : l'automobile pour beaucoup mais aussi le commerce, le bâtiment et puis tout ce qui gravite autour.

Dans les médias, on entend parler des grosses entreprises qui licencient mais beaucoup moins ou pas du tout des entreprises sous-traitantes, des PME/PMI. Quand on regarde de plus près, il y a des licenciements un peu partout ou bien des mesures de chômage partiel qui se traduisent par des pertes financières souvent importantes.

La colère des salariés est complètement légitime

La situation actuelle est inacceptable et devient dramatique pour une grande partie de la population. En plus de perdre son emploi ou une partie de son salaire, la difficulté est aussi psychologique avec le stress et les inquiétudes du lendemain. Le contexte social se tend car la vie devient de plus en plus dure. On veut nous faire croire à la fatalité et comme quoi, il n'y a rien d'autre à espérer que d'attendre patiemment la fin de la crise ... prévue pour fin 2010 si l'on en croit les économistes. Mais on nous baratine pour mieux nous faire baisser la tête !

Il n'est pas possible de laisser s'aggraver la situation. Il n'est pas possible d'accepter que ce soit les salariés qui trinquent. Cela fait des années que nous entendons le même discours. D'après les patrons, il faut licencier pour pérenniser les usines et pour sauver les emplois de demain. En clair il faut se serrer la ceinture, baisser la tête et espérer de jours meilleurs. Le problème est que ces jours meilleurs ne viennent jamais ... pour nous les salariés !

Car pour les patrons, dans la plupart des cas, les profits sont au rendez-vous. Quand ce ne sont pas les profits, ce sont les bonus de « bienvenue » ou de départ, les stock options, les primes de retraite qui se chiffrent par centaines de milliers ou par millions d'euros pour les dirigeants. Même dans les banques qui ont reçu des milliards d'aides, ce genre de cadeaux continue à être distribué. C'est révoltant.

Mais nous ne sommes pas tous révoltés par les mêmes choses. Car pour le patronat (et pour le gouvernement bien sûr) ce qui les choque aujourd'hui ce sont les actions des salariés en colère comme ceux de Mollex (Villemur) ou ceux de Continental (Clairoix) ou encore Caterpillar (Grenoble). Les licenciements sont acceptables car inévitables pour eux. Mais que les ouvriers se battent pour essayer de sauver leur emploi, ça serait complètement anormal ? Alors quand ils osent retenir dans des bureaux quelques dirigeants, cela serait scandaleux voir « anti-républicain » ? Non, ils ont raison d'être déterminés pour défendre leur boulot.

Une mobilisation générale est nécessaire

La colère des salariés, y compris leurs actions sont complètement légitimes. Surtout qu'il n'y a eu aucune violence contrairement à ce que disent les dirigeants apeurés. La vraie violence vient du fonctionnement économique qui fait payer les aberrations du capitalisme, non pas aux dirigeants de l'économie qui sont les seuls responsables mais à tous ceux qui travaillent et produisent les richesses, c'est-à-dire à nous les salariés.

Il y a une bataille à mener contre les licenciements, contre la politique des patrons car c'est toute la société qui s'enfonce dans la crise à cause de leurs choix qui correspondent à la défense de leurs profits et de leurs coffres forts. Il faut montrer au patronat qu'il ne pourra plus pressurer l'ouvrier comme il le fait depuis longtemps. C'est à nous de montrer qu'il y a une limite.

Pour cela, nous avons besoin d'un rapport de force favorable. Nous ne l'obtiendrons que si nous sommes capables de nous mobiliser tous ensemble. Il faut absolument que les luttes actuelles se coordonnent de manière à aller vers une mobilisation générale, vers un tous ensemble qui rendrait possible d'imposer un changement de politique. Si les patrons craignent la colère des ouvriers, c'est parce qu'ils ont peur d'une généralisation de la contestation, parce qu'ils savent bien que partout la colère peu éclater n'importe quand, parce qu'il savent surtout que c'est leur politique qui provoque la révolte. Pour que ça change, pour que les reculs sociaux soient stoppés, il nous faut une mobilisation générale.

Le 1er mai : une histoire des luttes ouvrières et des acquis sociaux

Le progrès social n'est jamais venu de la bienveillance des patrons. Il a toujours été le résultat de luttes dures et qui ont coûté cher aux ouvriers. L'histoire du premier mai est significative. En 1886, les ouvriers américains étaient en lutte pour limiter la journée de travail de manière à profiter un peu de la vie. A l'époque, c'était des journées de 10, 12 voire 14 heures de boulot par jour. Le 1er mai, il y a eu des manifestations un peu partout pour les 8 heures. A Chicago, l'armée tire sur les ouvriers et 3 sont tués. Quelques jours après, une autre fusillade fait 15 morts. 3 syndicalistes anarchistes sont arrêtés et condamnés à la perpétuité, 5 autres seront condamnés à mort et pendus.

C'est en souvenir et en hommage aux ouvriers américains assassinés qu'à la fin des années 1890, une journée de lutte mondiale pour les 8 heures sera fixée le 1er mai. En 1890, à Fourmies (dans le nord) l'armée tire sur les manifestants et tue 10 ouvriers et ouvrières. Dès lors, chaque année, le premier mai sera marqué par des manifestations. C'est en 1919, en France, que la journée de 8 heures sera légalisée. Aujourd'hui, partout dans le monde, le 1er mai est resté une journée de manifestation et de luttes qui sont encore parfois réprimées. Cette journée symbolise aussi la solidarité internationale des travailleurs.

C'est un rappel historique très bref mais c'est pour dire qu'il a fallu des batailles contre les patrons et les gouvernements pour obtenir des choses qui apparaissent aujourd'hui normales. Ce fut le cas, des jours de repos hebdomadaires, des congés payés ... Les patrons se sont toujours opposés au progrès social, disant à chaque fois que cela provoquerait la ruine de l'économie.

Pour nos emplois, pour nos salaires, ce qui n'est pas possible aujourd'hui peut le devenir demain.

MANIFESTATION VENDREDI 1ER MAI 2009

***Contre les licenciements, pour la défense du pouvoir d'achat,
pour la défense des services publics***

à l'appel de toutes les organisations syndicales

Rassemblement à partir de 9 h 30, place de la république à Bordeaux

pour un départ en manifestation à 10 h 30

***Nous donnons rendez-vous derrière la banderole « sauvons les emplois »
(au niveau de l'entrée du palais de justice)***